

Retour des enfants de djihadistes : les familles vont rencontrer François Hollande

Par TIMOTHÉE BOUTRY



Le collectif Familles unies veut convaincre l'ancien président de la République. LP / ARNAUD JOURNOIS

L'ancien président de la République a accepté de rencontrer ce mardi matin des familles qui demandent à la France le rapatriement des enfants retenus en Syrie.

François Hollande recevra ce mardi matin plusieurs proches d'enfants de djihadistes actuellement retenus dans les camps de réfugiés du Kurdistan syrien. Ces familles réclament depuis plusieurs mois le rapatriement de tous les mineurs français restés sur zone, qu'ils soient orphelins ou non.

En mars dernier, plusieurs membres du collectif Familles unies avaient été reçus à l'Assemblée nationale, à l'invitation de la députée (LFI) **Clémentine Autain**. Cette fois, il s'agit de convaincre l'ancien hôte de l'Élysée. Pour l'heure, le gouvernement s'est dit favorable au retour des orphelins mais plaide pour un traitement « *au cas par cas* » du sort des enfants qui se trouvent auprès de leur mère.

La quasi-totalité des rapatriements refusés

La rencontre a été initiée par l'avocate **Marie Dosé**, très en pointe sur le sujet. « *Après avoir rapatrié le 15 mars dernier cinq enfants seulement, la France, en faisant le choix de l'inertie, expose ses enfants, dont près des trois quarts sont âgés de moins de 6 ans, à des traitements inhumains et dégradants. Dans le camp de Al-Hol, prévu pour 5000 personnes, 74 000 femmes et enfants s'entassent et tentent de survivre ; nombre d'entre eux périssent de leurs blessures, de malnutrition ou de maladie (249, selon un rapport de l'OMS en date du 11 avril dernier). Aucun de ces enfants n'a jamais choisi de partir ou de naître en Syrie* », expose l'avocate dans un communiqué de presse rédigé avec son collègue **M^e Henri Leclerc**.

En mars, les deux pénalistes avaient déjà lancé un appel dans le journal Libération intitulé : « La France doit rapatrier les enfants détenus en Syrie ». Ce lundi, les deux avocats ont également saisi la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour contraindre la France à rapatrier deux enfants de 4 et 3 ans.

Le discours des familles peine à convaincre une opinion publique plus que réticente. Le gouvernement se montre lui aussi très frileux : dans les faits, la quasi-totalité des rapatriements sont refusés. Selon le dernier recensement effectué fin avril par le Centre d'analyse du terrorisme (CAT), 210 mineurs français (dont 75 % de moins de 5 ans) se trouveraient actuellement en Syrie.

Ils plaident aussi pour le retour des mères

Véronique Roy, dont le fils Quentin est mort de son funeste engagement auprès de Daech, sera présente lors de la rencontre avec l'ancien président de la République. « *Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde* », expose cette membre du collectif Familles unies en reprenant une phrase d'Aimé Césaire. « *N'oublions personne au bord du chemin et en particulier les enfants innocents qui sont notre avenir, développe-t-elle. Nous avons le pouvoir et le devoir de les rapatrier.* »

Dans leur communiqué, M^{es} Dosé et Leclerc plaident également pour le retour des mères « *lesquelles devront répondre de leurs actes devant la justice française* ». « *Les laisser périr dans ces camps serait aussi indécent sur un plan humanitaire qu'inconséquent sur un plan sécuritaire. Ces femmes ne sont judiciairisées que dans un seul pays, la France, où elles font toutes l'objet d'un mandat d'arrêt international développé par un juge antiterroriste* », argumentent les avocats qui s'inquiètent : « *Laisser ces femmes et leurs enfants dans ces camps au Kurdistan syrien participerait, là-bas, de la fabrication sur mesure du terrorisme, et ici de la fomentation des attentats de demain.* » Or, sur ce point, la position du gouvernement est claire : aucun rapatriement d'adulte n'est envisagé.

Les familles qui seront reçues par François Hollande espèrent que l'ancien chef de l'État entendra leur « *détresse* ». ■